

15^e RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU COMSTECH

ISLAMABAD, 31 mai-1^{er} juin 2016



**Secrétariat Général de l'OIC
Rapport des activités et programmes
dans les domaines de
Science et Technologie, Enseignement Supérieur, Santé et
Environnement**

I. Introduction

1. La Science et la Technologie, l'Enseignement Supérieur, la Santé et l'Environnement constituent les domaines essentiels pour l'OCI et ses institutions spécialisées et affiliées.. Le caractère transnational des défis contemporains de : pauvreté, maladies, dégradation environnementale, changement climatique, eau et sécurité alimentaire nécessitent des réponses collectives au niveau mondial.Tous ces problèmes ont des dimensions scientifiques et fournissent un nouveau rôle de la science dans l'élaboration des politiques et de la diplomatie internationale.
2. La collaboration en science et technologie offre des voies de communication et compréhension utiles là où les relations politiques s'avèrent compliquées. Elles agissent ainsi comme des mesures de renforcement de la confiance et peuvent servir à compléter les objectifs politiques plus larges de la collaboration scientifique et technologique entre les Etats-membres de l'OCI. Cela offre une immense possibilité de tirer des bénéfices socio-économiques directes pour ses populations sur le plan du partage de l'expertise et de la mise en commun des ressources. Les Etats-membres de l'OCI partagent les valeurs culturelles et les croyances et la plupart d'entre eux se trouvent au même stade de développement et font face aux mêmes défis.
3. Reconnaissant le rôle de premier plan de la Science et la Technologie dans le développement socio-économique, la Vision 1441H pour la Science et la Technologie et le Programme d'Action Décennal de l'OCI (TYPOA) et son successeur : OCI 2025 : Programme d'Action (POA), ont mis un accent particulier sur la promotion de : science, technologie, innovation, enseignement supérieur et recherche. En conséquence des efforts concertés par les Etats-membres de l'OCI, et des activités et programmes des institutions pertinentes de l'OCI, du progrès encourageant a été réalisé en ce qui concerne la réalisation des objectifs et cibles inscrits dans la Vision 1441H et le TYPOA. Cependant, au cours de l'effort de la mise en œuvre, plusieurs défis ont été identifiés. Les Etats-membres de l'OCI ont encore un long chemin à parcourir afin de rattrapper les pays avancés sur le plan technologique, dans les domaines de science, technologie, innovation, recherche et enseignement supérieur.

II. Un Aperçu

Science et Technologie

4. La recherche en science et technologie est la clé du progrès vers l'économie qui est basée sur les connaissances et axée sur l'innovation.L'intensité de R&D (à savoir, GERD comme pourcentage de PIB) reflète la capacité innovative d'un pays. Une intensité élevée de R&D indique que relativement plus de ressources sont consacrées au développement de nouveaux produits ou processus de production. Actuellement, les Etats-membres de l'OCI dépensent environ 0.81% de leur PIB en moyenne sur la R&D ce qui est assez inférieur que la moyenne de l'UE de 1.87% et la moyenne mondiale de 2.22%, ainsi que le taux ciblé de 1% implicite dans le TYPOA.

5. La disponibilité de chercheurs hautement qualifiés et en grand nombre est aussi une condition essentielle pour favoriser l'innovation et promouvoir le développement scientifique et technologique d'un pays. En moyenne, les Etats-membres de l'OCI disposent de 615 chercheurs par million d'habitants ce qui est bien derrière de la moyenne mondiale de 1604 par million d'habitants. C'est aussi à court de la cible fixé par la Vision 1441H de 1441 chercheurs par million d'habitants jusqu'en 2020 (1441Hijri).
6. Dans une certaine mesure, l'accomplissement dans la recherche universitaire peut bien se refléter par le nombre d'articles scientifiques dans des revues indexées. Dans l'ensemble, les Etats-membres de l'OCI ont publié 108,821 articles qui représente une augmentation par quatre fois par rapport aux 20,242 articles publiés en 2000. Néanmoins, le montant total atteint est encore inférieur à celui de certains pays individuels en Europe et ailleurs.
7. Les droits de propriété intellectuelle, surtout les brevets, sont des facteurs clés qui contribuent à l'avancement dans l'innovation et le développement scientifique. Selon les données relatives aux demandes de brevets dans le bureau de dépôt, 2.35 milliards de demandes de brevets ont été déposées dans le monde y compris les bureaux régionaux de dépôt. Sur un total de 34,933 demandes, les Etats membres ont constitué 1.5% de demandes mondiales de brevets, alors que seuls la République de Corée et l'Allemagne représentaient 8.0% et 2.6% de demandes mondiales respectivement. Des exportations haute technologie (EHT) sont des produits dotés d'une intensité élevée de R&D, qui dépend de la plupart d'une infrastructure technologique avancée et de l'IED vers l'intérieur dans les industries haute-technologie. Selon les dernières données disponibles, les Etats-membres de l'OCI font des exportations haute technologie valant US\$ 76 milliards qui représente seulement 3.8% de EHT sur le niveau mondial.

Education

8. L'éducation est à la base même de la formation du capital humain et essentielle au développement d'une société étant donné que l'éducation formelle contribue énormément à améliorer la capacité productive d'une société. Le Taux Net de Scolarisation (TNS) dans les écoles primaires a montré une tendance plutôt stable dans le monde entier depuis 2000 et a atteint 84% en 2011, alors que la moyenne de TNS dans les Etats-membres de l'OCI était environ 74% pendant cette période. Cela indique que presque un quart d'enfants dans les Etats membres de l'OCI qui sont à l'âge de l'école primaire ne se sont pas inscrits par rapport à 2-3% dans les pays développés. La moyenne de TNS pour les écoles secondaires dans les Etats membres de l'OCI a augmenté de 43% à 50% entre 2000 et 2011 mais le niveau atteint n'est pas suffisant pour considérer le système d'enseignement secondaire assez inclusif, En termes de Taux Brut de Scolarisation (GER) de l'école tertiaire, les pays de l'OCI ayant un taux moyen de 22.6% à partir de 2013, traînaient derrière les autres pays en développement (24.9%) et bien derrière les pays développés (78.0%). Dans la même année, la moyenne mondiale de GER était 29.4%.

9. Avec un taux moyen d'alphabétisation des adultes de 72.3%, les Etats membres de l'OCI en tant qu'un groupe traînaient derrière la moyenne mondiale de 82 %, et aussi la moyenne de 85% des autres pays en développement. En dépit d'être une force importante des Etats membres de l'OCI la jeune population fait face aux défis considérables dans la vie sociale et économique dans un grand nombre des Etats-membres. L'éducation inadéquate et le manque de compétences requises rendent difficile pour les jeunes de trouver du travail.

Santé

10. Le développement des systèmes modernes et durables de santé sont l'un des moteurs principaux du progrès socio-économique à travers le monde. En général, la santé maternelle, néonatale et infantile (SMNI) est en forte corrélation avec la qualité des services de soins de santé et des mesures préventives. Il est considéré comme un indicateur important de la couverture globale et l'efficacité d'un système de soins de santé et du statut des conditions socio-économiques dans un pays/une région. Au cours des deux dernières décennies, plusieurs états-membres de l'OCI ont vu une amélioration significative dans la couverture des soins et services de santé, et en conséquence, ils ont enregistré des tendances à la baisse des taux de mortalité maternelle, néonatale et infantile. Selon les chiffres de l'OMS, le taux de la mortalité maternelle a baissé de 574 décès par 100,000 naissances vivantes en 1990 à 293 décès par 100,000 naissances vivantes en 2013. De même, le taux de mortalité infantile a également baissé de 125 décès par 1000 naissances vivantes en 1990 à 66 décès par 1000 naissances vivantes en 2013, correspondant à une baisse de 47 pour cent.
11. Les progrès dans la réalisation de la couverture universelle des soins de santé est restée très inégale dans les Etats-membres de l'OCI. Dans beaucoup d'entre eux, le système de soins de santé souffre sérieusement de problèmes et défis divers liés à l'assurance de ressources de financement adéquates et l'infrastructure, la main d'œuvre et les règles internationales de santé. Selon les dernières estimations, en 2013, la moyenne de dépenses totales par habitant dans les Etats membres de l'OCI s'élevaient à US\$ 186. Ce qui contraste défavorablement même avec le chiffre correspondant de US\$325 pour les pays en développement non-OCI. Il y avait seulement 25 personnel de santé (médecins, infirmiers et sages-femmes) par 10,000 habitants juste au-dessus du seuil critique de 23, qui est considéré nécessaire pour assurer les services de santé de base dans un pays/une région. Ce ratio a été indiqué à 41 pour des pays en développement non-OCI, 46 pour le monde et 118 pour les pays développés en 2013.

Environnement

12. La diminution de la couche d'ozone, la perte de la biodiversité, la diminution des ressources naturelles, la désertification ont joué tous un rôle important dans la non-durabilité environnementale. Le réchauffement de la planète et le changement climatique posent l'un des plus sérieux risques à la durabilité environnementale mondiale aujourd'hui.

Des conditions météorologiques anormales et ainsi les catastrophes naturelles inattendues comme inondations, sécheresse et tsunamis qui causent la mort ou l'évacuation de beaucoup de gens surtout les pauvres sont la première préoccupation. Cependant, parmi les Etats membres de l'OCI, les impacts du changement climatique varient en fonction de leur situation géographique, le degré de dépendance de l'agriculture et des capacités d'adaptation. Par exemple, le secteur d'agriculture sera plus affecté dans les Etats membres situés dans les régions chaudes comme l'Afrique et l'Asie du Sud et d'Est par rapport à ceux qui sont situés dans les régions relativement plus froides de l'Asie Centrale et d'Europe. Similairement, étant de grands émetteurs de CO₂, les Pays Exportateurs de Pétrole de l'OCI sont plus vulnérables au changement climatique mais en raison des revenus élevés et niveaux de développement économique, beaucoup d'entre eux pourraient s'adapter au changement climatique plus aisément que les Pays les Moins Développés de l'OCI. De plus, l'élévation du niveau de la mer sera plus catastrophique pour certains des Etats membres de l'OCI par rapport aux autres situés près de la mer.

III. Les Activités et Programmes de l'OCI

13. Le programme de l'OCI sur la science et la technologie découle de son programme économique, social et politique plus large. En tant que tel, la première considération pour l'OCI est de mobiliser l'engagement politique pour la promotion et l'avancement de S&T comme facilitateur et moteur du développement socio-économique et de relever les multiples défis auxquels font face les Etats-membres de l'OCI.
14. Dans le cadre de l'objectif global décrit ci-dessus, les activités et programmes de l'OCI dans les domaines de la science et la technologie se sont axés sur le renforcement de R&D dans le cadre institutionnel pour : science, technologie et innovation, stratégies nationales de science et technologie, études de prospective de STI, encouragement de la participation du secteur privé dans R&D et promotion des technologies émergentes comme la nanotechnologie et la biotechnologie. Certains projets et activités spécifiques entrepris suite aux décisions diverses des forums de l'élaboration des politiques de l'OCI sont résumés ci-dessous :

Projet de l'Atlas de la Science et l'Innovation du Monde Islamique

15. Projet de l'Atlas de la Science et l'Innovation : Dans le cadre de ce Projet, qui a été exécuté par l'OCI en partenariat avec la Royal Society du Royaume Uni et d'autres partenaires internationaux, les tendances et les trajectoires clés de l'innovation scientifique et technologique dans les Etats membres de l'OCI sélectionnés, ont été cartographiées.
16. Cinq rapports de pays, à savoir : Egypte, Jordanie, Indonésie, Malaisie et Kazakhstan ont été lancés dans le cadre de ce Projet. Un Rapport Final, résumant les résultats principaux dans les rapports de pays et en tirant des conclusions générales du statut de la science, technologie et innovation dans les pays de l'OCI a été lancé officiellement lors de la 7^e Conférence Islamique des Ministres de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique tenue à Rabat les 18 et 19 décembre 2014.

17. Des études similaires pour les autres états membres de l'OCI pourraient être utiles pour déterminer les opportunités et les défis et pour définir les bonnes approches de faire avancer la S&T.
18. En conséquence, selon les directives de la 41^e session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères (CFM), le Secrétariat de COMSTECH a déjà préparé le projet de proposition pour le programme du Rapport de Science du COMSTECH qui sera un programme successeur au Projet de l'Atlas. Il devrait être officiellement lancé lors de la 15^e Assemblée générale qui aura lieu à Islamabad du 31 mai – au 1^{er} juin 2016.
19. Le Rapport de Science du COMSTECH se propose de couvrir une section plus large des Etats membres de l'OCI et sera mis à jour après des intervalles réguliers de tous les 3 à 4 ans.

Application Pacifique de l'Énergie Nucléaire

20. Le Secrétariat général de l'OCI, en collaboration avec la BID et l'AIEA, poursuit les projets pour le renforcement et l'établissement des installations de radiothérapie du cancer dans les états membres de l'OCI en Afrique où le cancer est devenu l'une des causes majeures de la mort. Des projets semblables sont envisagés pour l'Asie. De même, les projets sur l'hydrologie isotopique et la stérilisation des moustiques sont poursuivis sérieusement en collaboration avec la BID et l'AIEA. A cet égard, le Secrétariat général de l'OCI, la BID et l'AIEA ont signé les Modalités Pratiques pour énoncer le cadre de coopération entre les trois institutions en vue de soutenir les efforts communs des états membres dans le domaine du contrôle compréhensif du cancer.
21. Les mesures citées et les projets collaboratifs soulignent le potentiel de la coopération régionale pour faire face aux défis de maladies, d'accès à l'eau potable, et autres problèmes de développement.

Centres d'Excellence

22. Comme suite à la Vision 1441H de la Science et la Technologie et le Programme d'Action Décennal de l'OCI, il fut décidé au niveau des institutions de l'OCI d'identifier les dix meilleurs Centres d'Excellence en vue de les développer aux normes les plus élevées avec du soutien financier de BID/OCI qui pourrait être utilisé pour la formation de haut niveau des scientifiques/ingénieurs pour la promotion de la recherche de pointe dans les domaines avancés de S&T. Un Comité mixte de l'OCI-BID et COMSTECH a sélectionné 5 Centres d'Excellence en 2011 (13^e Assemblée générale du COMSTECH).
23. Les cinq centres sont comme suit : i. Centre International pour Recherche sur les Maladies Diarrhéiques (ICDDR), Dhaka, Bangladesh ; ii. Centre International des Sciences Chimiques et Biologiques (HEJ Research Institute of Chemistry), Karachi, Pakistan ; iii. Département de la Physique, Middle East Technical University (METU), Ankara, Turquie ; iv. Institut des Etudes Avancées en Sciences Basiques, Zanjan, République Islamique d'Iran ; et v. Institut National de Recherche Agronomique (INRA), Rabat, Maroc.

24. Trois de ces cinq centres, à savoir, ICDDRB de Dhaka, INRA de Rabat et METU d'Ankara, ont reçu le financement de la BID pour soutenir leurs activités respectives de la recherche et la formation des scientifiques. Des efforts sont en cours pour étendre le soutien financier nécessaire aux autres centres restants. Le Comité mixte lancera, en temps voulu, le processus d'identifier cinq nouveaux Centres d'Excellence de parmi les institutins lauréates des Prix S&T de BID de sorte qu'ils font dix comme envisagé en 1441H.
25. En outre, la BID est en cours de préparer les brochures d'information sur les institutions lauréates de Prix S&T de BID qui incluent les cinq Centres d'Excellence conjointement sélectionnés par la BID, le COMSTECH et le Secrétariat général. L'objectif des brochures est de faciliter l'identification des forces existantes des institutions diverses et des opportunités de promouvoir la collaboration scientifique et technologique.

Enseignement Supérieur

26. L'OCI 2025 : le POA souligne l'impact critique de l'enseignement supérieur sur le développement socio-économique des états-membres de l'OCI et sur la jeunesse en les rendant capables à contribuer de façon significative à la société. La Charte de l'OCI énumère les progrès et l'acquisition des connaissances, le développement de la science et la technologie, la promotion de la recherche et la coopération entre les états-membres dans ces domaines comme les objectifs prioritaires.
27. Le Programme de l'Echange Educatif de l'OCI : la Solidarité grâce aux Universités dans le Monde Islamique. : Afin de prendre des mesures pratiques pour renforcer les liens de la solidarité islamique et réaliser sa renaissance, le Secrétariat général de l'OCI a mis en place un cadre pour une plus large coopération et des liens au sein des universités, à savoir : apprentissage, pédagogie et recherche.
28. Le Programme vise à promouvoir la solidarité par le monde universitaire et la coopération entre les états membres dans le domaine critique de l'enseignement supérieur. La participation au Programme des univertités des secteurs public et privé des états membres de l'OCI ne cesse d'augmenter. Le nombre total des bourses offertes dans le cadre de ce Programme aux niveaux de : troisième cycle, masters, doctoral et post-doctoral est 300. Ces bourses couvrent un grand éventail de domaines dont les sciences physiques, les sciences sociales, l'ingénierie, les sciences humaines, les TIC, etc.
29. Une page Web consacrée au Programme facilite la diffusion à temps de l'information sur l'offre des bourses à la plus large audience possible. Le Programme s'occupe également de l'échange d'étudiants, de combler le manque de professeurs dans les universités, de l'apprentissage à distance, des projets conjoints de recherche, des facilités de la formation, des cours professionnels et spécialisés pour satisfaire les besoins spécifiques des états membres intéressés.

30. Azerbaïdjan, Brunei Darussalam, Egypte, Turquie et des universités des états membres et observateurs, l'Institut COMSATS de la Technologie de l'Information(CIIT), l'Université Islamique Internationale de Malaisie (IIUM), l'Université Nationale de la Science et la Technologie(NUST), Pakistan, l'Université de Lahore (UOL), l'Université Internationale de Chypre(CIU), l'Université Méditerranéenne Orientale(EMU), l'Université Européenne de Lefke(EUL), l'Université Américaine de Girne(GAU), l'Université du Proche Orient (NEU), l'Université Technique du Moyen Orient (METU) ont offert des bourses dans le cadre de l'Echange Educatif de l'OCI.
31. L'Adoption des 'Indicateurs Clés de Performance : Un Guide pour l'Evaluation et l'Amélioration de la Qualité destiné aux Universités du monde Islamiques' En octobre 2011, les Ministres de l'Enseignement Supérieur de l'OCI adoptèrent un document intitulé : Indicateurs Clés de Performance(ICPs) : 'Un Guide pour l'Evaluation et l'Amélioration de la Qualité destiné aux Universités du monde Islamiques' L'objectif de ce document est de servir d'un guide aux universités dans les états membres de l'OCI pour la réalisation de l'excellence académique, la mise en valeur de la R&D, l'amélioration de la qualité de l'éducation afin de concurrencer les universités de classe mondiale. Des directives supplémentaires pour faciliter la mise en œuvre des ICPs par les universités dans les états membres de l'OCI ont été aussi développées. Ils ont été adoptés par la 6^e Conférence Islamique des Ministres de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique à Khartoum en novembre 2012.
32. Renforcement des universités de l'OCI La période sous revue a vu un renforcement progressif des universités de l'OCI, à savoir : l'Université Islamique de Technologie(IUT) Dhaka, l'Université Islamique du Niger(IUN) Niamey, l'Université Islamique en Ouganda(IUIU) Kampala et l'Université Islamique Internationale de Malaisie (IIUM) Kuala Lumpur.
33. Les universités de l'OCI ont vu l' expansion des facultés, le développement de l'infrastructure, de nouvelles installations de TIC, la formation du personnel et l'amélioration des normes éducatives.
34. L'IUT : L'Université a admis jusqu'ici seulement les étudiants mâles à cause d'un manque des installations physiques pour les étudiantes.L'IUT prévoit de construire un dortoir féminin dans l'enceinte du campus existant.Le Gouvernement du Bangladesh a bien voulu offrir TK 16.40 crore (équivalent de US\$ 2.0 millions) à cette fin. Les travaux de construction devraient commencer en 2016.
35. L'IUN : En 2014, un philanthrope a fait un don de US\$ 65 millions pour la construction des établissements d'enseignement pour les étudiantes à l'IUN. Un accord tripartite entre l'IUN, la BID et le Gouvernement du Nigera été signé à Niamey le 20 novembre 2014 à cet égard. La construction d'un campus femmes sera une étape importante dans le développement de l'IUN. Le Fonds de Solidarité Islamique (FSI) a établi une allocation budgétaire spécifique pour l'établissement d'un collège de l'agriculture et un collège des soins infirmiers à l'IUN. Le SESRIC

organise une visite des formateurs d'Istanbul Metropolitan Municipality Centre for Art and Vocational Training pour concevoir des programmes conjoints de formation en formation professionnelle pour l'IUN. Le SESRIC envisage d'organiser des stages pour les étudiants de l'IUN dans les états membres de l'OCI grâce à son Programme International de Stages pour Etudiants.

36. L'IUIU : En 2014, la Faculté des Sciences de la Santé a été inauguré à l'IUIU à l'aide de la Famille Habib (Arabie Saoudite) et l'Université de Lahore (UOL). Le Habib Medical Teaching Hospital s'est associé avec la Faculté des Sciences de la Santé. Le SESRIC a facilité la signature d'un accord entre l'IUIU et Doctors Worldwide, Turquie pour l'établissement d'une École de Médecine dans la nouvelle Faculté des Sciences de la Santé à l'IUIU. Les programmes d'études inclueront le Bachelor de Médecine et le Bachelor de Chirurgie, Maîtrise de Médecine en Chirurgie générale, Maîtrise en médecine interne et Maîtrise de Médecine en Santé Publique. Doctors Worldwide prendra aussi des dispositions pour les professeurs invités, l'équipement de laboratoire, etc. Le SESRIC fournira également du soutien aux professeurs invités expérimentés des autres états membres de l'OCI.
37. L'IUIU est actuellement confrontée à des contraintes de ressources financières sévères et est incapable de remplir ses obligations. Les salaires du personnel sont les plus bas en Ouganda et d'autres pays en Afrique de l'Est. A cause d'une forte inflation et l'augmentation du coût de la vie, l'Université est en train de perdre petit à petit son personnel qualifié surtout les titulaires d'un doctorat. L'Université n'a pas de ressources pour fournir cette aide financière. Alors qu'un deuxième Waqf, en plus de King Fahd Waqf, est en cours de création pour ajouter aux revenus de l'IUIU. Il prendra environ cinq ans à compléter. L'OCI fait un appel fort aux états membres pour considérer à combler le déficit de US\$ 1.5 million par an pour cinq années comme un arrangement palliatif pour mettre en vigueur l'aide au salaire annoncée de 20% pour le personnel de l'IUIU.
38. L'IIUM : l'Université Islamique Internationale de Malaisie (IIUM) est en train d'aider à évaluer la performance de l'IUT et a invité les trois autres universités affiliées à l'OCI d'envoyer leur personnel enseignant pour des études continues à l'IIUM, le soutien financier à être fourni par l'IIUM. Dans le cadre de son Protocole d'Accord de coopération avec l'IIUM, l'IUT a sollicité les service d'un membre du corps professoral spécialisé en Innovation et Entreprenariat de l'IIUM pour faciliter à lancer un nouveau cours en la matière. Dans le cadre du même Protocole, un professeur de l'IUT a obtenu son doctorat de l'IIUM. De nombreux professeurs de l'IUIU poursuivent leurs études supérieures à l'IIUM.

Santé

39. Le domaine de la santé est un secteur important parmi les domaines divers identifiés pour l'action commune dans le Programme d'Action Décennal (TYPOA). L'OCI 2025 : Le POA, les Conférences du Sommet Islamique, les Conférences Islamiques des Ministres de la Santé et le

Conseil des Ministres des Affaires Etrangères, mettent un accent particulier sur les programmes et activités avec la participation de l'OMS et les organisations internationales pertinentes, afin de combattre les maladies et épidémies, renforcer la santé infantile et l'éradication de poliomyélite.

40. L'Adoption du Programme d'Action Stratégique de l'OCI sur la Santé : 2014-2023 : La 4^e Conférence Islamique des Ministres de la Santé(ICHM), tenue à Jakarta du 22 au 24 octobre 2014, adopta le Programme d'Action Stratégique de l'OCI sur la Santé(SHPOA) 2014-2023. Le SHPOA fournit un cadre pour l'action ciblée et la collaboration internationale pour les dix prochaines années pour faire face aux défis et besoins les plus urgents des états membres de l'OCI dans le secteur de la santé. L'adoption du SHPOA et son Plan de la Mise en Œuvre devraient donner un nouvel élan au programme de la santé de l'OCI et aux activités et programmes de l'OCI et ses institutions dans ce secteur. Plusieurs partenaires internationaux dont l'OMS, l'UNICEF, l'UNFPA et Fonds Mondial de lutte contre le VIH / SIDA, Tuberculose et Paludisme, coopèrent avec le Secrétariat général pour la mise en œuvre du SHPOA.
41. L'autonomie dans les vaccins et les médicaments : Le Secrétariat général et les institutions pertinentes de l'OCI ont fait des efforts pour la promotion de l'autonomie dans les vaccins et les médicaments dans les états membres de l'OCI. Ceux-ci incluent :
- Coopération entre les états membres de l'OCI__dans le développement et l'harmonisation des normes pour les pharmaceutiques et vaccins. A cet égard, le 4^e ICHM a établi un Comité Technique pour le Développement et l'Harmonisation des Normes dans les Etats membres de l'OCI et a adopté un Plan d'Action de Deux Ans pour le Comité.Cela aidera l'objectif de l'autonomie collective en éliminant les obstacles existants au commerce et marketing des vaccins entre les états membres de l'OCI et en encourageant les fabricants à considérer de renforcer leurs capacités de fabrication pour répondre à une demande de marché élargi.
 - Promotion de la coopération et du partenariat en vue de la mise en commun des ressources, de l'expertise et de l'expérience entre les fabricants des secteurs public et privé à travers les états membres de l'OCI ainsi menant à l'amélioration de la capacité collective dans la production des vaccins. Un mécanisme a été établi pour les fabricants de vaccins des pays de l'OCI pour pouvoir travailler ensemble pour la promotion de l'autonomie dans l'approvisionnement et la production des vaccins conformément au Plan d'Action à Court, Moyen et Long Terme pour l'Autonomie dans les Vaccins dans la région de l'OCI adopté par le 4^e ICHM.
 - Activités de formation et de renforcement de capacités sur les procédures de pré-qualification, validation et certification pour les producteurs de vaccins de l'OCI.

42. Parténariats internationaux pour prévenir et lutter contre les maladies : Le Secrétariat général de l'OCI continue de travailler en coopération avec les partenaires internationaux tels que l'OMS, l'UNICEF, l'UNFPA et Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP), Fonds Mondial, USAID conformément au programme de travail bilatéral en vue d'améliorer la collaboration dans le secteur de la santé.
43. Eradication de Poliomyélite : Polio continue d'être parmi les problèmes critiques qui doit être abordé sérieusement par les états membres de l'OCI. 55 sur 57 des états membres de l'OCI ont réussi à arrêté la transmission de la poliomyélite dans leurs pays au moins une fois. L'Afghanistan et le Pakistan sont les deux seuls pays qui restent polio-endémiques. Cependant, du progrès encourageant a été réalisé dans le cas du Pakistan. En outre, toutes les flambées de poliovirus sauvage(WPV) ont été arrêtées, le dernier cas étant en Irak, et depuis août 2014, l'Afrique est restée libre de polio pendant plus d'une année.
44. Le Secrétariat général de l'OCI tout avec la BID soutiennent le travail du Groupe Islamique de Conseil International(IAG) pour l'Eradication de poliomyélite. Le Groupe Islamique de Conseil est co-présidé par Al-Azhar al-Sharif et IIFA et inclut des savants islamiques, experts médicaux, experts du monde universitaire et autres personnalités éminentes dont le Président de la Banque Islamique de Développement et le Président de l'Académie Islamique Internationale de Fiqh (IIFA). L'objectif de l'IAG est de fournir le leadership de haut niveau mondial et la direction pour développer la propriété, la solidarité et le soutien pour les enjeux liés à la santé auxquels fait face le monde musulman. Il a contribué à obtenir des injonctions religieuses (Fatwas) et à mobiliser le soutien aussi bien politique que financier en faveur des campagnes de l'éradication de poliomyélite. Il a plaidé avec les leaders religieux locaux et nationaux à propos de l'obligation des parents et des communautés de protéger les enfants et de permettre le personnel de la santé à effectuer leurs tâches en sécurité.
45. VIH / SIDA, la tuberculose et le paludisme Le Secrétariat général poursuit une coopération étroite avec le Fonds Mondial de lutte contre le VIH / SIDA, Tuberculose et Paludisme suite au Protocole d'Accord(MoU) signée entre les deux parties en 2009. Le Secrétariat général s'est aussi mis d'accord sur un Plan de Travail Conjoint avec le Partenariat Halte à la tuberculose.
46. La Maladie au Virus d'Ebola (EVD) : Faisant partie des efforts de l'OCI pour mobiliser du soutien pour des pays affectés par Ebola, une réunion des états membres de l'OCI s'est tenue à Genève le 29 septembre 2014. La réunion fut présidée par l'Honorable Ministre de la Santé de l'Indonésie et y a assisté le Directeur-général de l'OMS, Dr Margaret Chan. La réunion était utile du fait qu'elle a mis à jour les états membres sur le statut de l'EVD et son impact négatif dans les pays affectés. En fonction des demandes reçues de Guinée et du Sierra Léone, l'OCI a sollicité tous les états membres de fournir l'équipement médical requis, fournitures, ressources financières et personnel formé.

47. Suite à la réunion de Genève, l'OCI et la BID ont conjointement organisé le 5 novembre 2014 une réunion de mobilisation des ressources pour les efforts contre l'EVD. La réunion a annoncé de l'aide financière urgente aux pays affectés par l'épidémie d'Ebola. En outre des engagements financiers, l'aide a comporté aussi des ressources matérielles, de l'équipement et des fournitures ainsi que des agents de santé formés et la main d'œuvre associée. La BID a annoncé à la conférence un programme d'assistance comportant une allocation s'élevant à US\$ 10 million comme capital de démarrage pour la mobilisation des ressources supplémentaires des ONGs et philanthropes afin de soutenir les efforts pour lutter contre l'EVD.
48. La Banque Islamique de Développement a reçu en plus une subvention de US\$ 35 million du défunt roi Abdullah bin Abdulaziz, Gardien des Deux Mosquées Sacrées et l'ancien roi de l'Arabie Saoudite pour soutenir les efforts des pays de l'Afrique de l'Ouest affectés par la Maladie du Virus d'Ebola à savoir, la Guinée, Libéria, Mali et Sierra Léone.
49. Les contributions de l'OCI aux efforts contre les maladies telles que la poliomyélite, le paludisme et la tuberculose et maladie à virus Ebola sont de plus en plus reconnu au niveau international.
50. Projets de santé maternelle et infantile : la santé maternelle et infantile est parmi les domaines prioritaires dans le programme de santé de l'OCI. Conformément au Cadre de coopération, intitulé «atteindre chaque mère et le bébé dans le décret d'urgence», convenu entre le Secrétariat général et le Gouvernement des États-Unis en 2008, deux projets pilotes sur la santé maternelle et infantile ont été lancés au Bangladesh et au Mali. Les plans pour le Mali et le Bangladesh incluent la sensibilisation nationale à propos de la santé maternelle et du nouveau-né comme une priorité nationale, du soutien pour faire des progrès vers les OMD 4 et 5, et une campagne de sensibilisation communautaire et de mobilisation pour améliorer la qualité et l'utilisation des soins maternels et néonataux. Le projet commun au Mali a été suspendu en janvier 2012 en raison de l'agitation politique alors que le projet au Bangladesh se déroule bien.
51. Le Secrétariat général de l'OCI collabore avec le bureau du FNUAP à Ankara et SESRIC pour engager les leaders religieux et culturels pour aider et faciliter la mise en œuvre du projet conjoint sur la santé maternelle et infantile (SMI). La traduction anglaise de six documents de formation préparés par le bureau du FNUAP à Ankara pour les dirigeants religieux et culturels a été partagée avec l'USAID. Le Bureau du FNUAP à Ankara et SESRIC envisagent la possibilité d'organiser des stages de formation pour les formateurs sur le sujet.
52. Une réunion consultative sur le développement d'activités conjointes de coopération dans les pays membres de l'OCI dans les domaines de la mère, du nouveau-né et de l'enfant et la nutrition (SMNI) en ligne avec le programme stratégique de santé de l'OCI d'action 2014-2023 (OCI-SHPA) était tenue au siège de SESRIC à Ankara, République de Turquie 02-03 Avril 2014. La réunion a été suivie par le Secrétariat général de l'OCI, le

SESRIC, la BID, l'OMS, le FNUAP, l'USAID, JHPIEGO, MCHIP et experts SMNI du ministère de la Santé de la Turquie. L'objectif principal de la réunion consultative était de discuter les possibilités et les modalités de transfert des connaissances et de l'expertise dans le domaine de la SMNI aux pays membres de l'OCI. La réunion a porté, entre autres, sur les voies et moyens d'intégrer et coordonner les efforts des institutions participant à la promotion du transfert des connaissances et de l'expertise aux Etats membres de l'OCI; de sorte que les services dans le domaine de la SMNI soient accessibles à toutes les communautés et contribuent davantage au bien-être des citoyens de l'OCI.

53. En conséquence, un programme de collaboration de l'OCI avec la participation de SESRIC, la BID, l'OMS, le FNUAP et l'USAID a été créé. Le programme vise à réduire la mortalité maternelle et néonatale dans sept États membres sélectionnés de l'OCI, à savoir, l'Afghanistan, le Cameroun, le Tchad, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Nigeria, la Sierra Leone et la Somalie. La première réunion des points focaux pour le programme a eu lieu à Ankara, 19-20 Janvier 2015. Des représentants de sept Etats Membres concernés ont assisté à la réunion. La réunion a été également suivie par les représentants de la Turquie en sa qualité de pays hôte, le SESRIC, la BID, l'OMS, le FNUAP et l'USAID. Les participants ont reçu un questionnaire qui agirait comme un outil pour soutenir leurs pays respectifs à identifier les obstacles et les solutions pour intensifier les soins de la mère et le nouveau-né. À l'issue de l'enquête, les États membres participants présenteront leurs conclusions à l'OCI et d'autres partenaires pour faciliter la préparation de projets bancables visant à réduire la mortalité de la mère et de l'enfant dans ces pays.

Environnement

54. Les défis de la dégradation de l'environnement et le changement climatique assument une importance croissante pour les Etats membres de l'OCI. Le Secrétariat général de l'OCI et les institutions de l'OCI ont donc intensifié leurs activités et programmes dans ces domaines.
55. La 12e session de la Conférence islamique au Sommet, tenue au Caire, en Egypte, les 6 et 7 février 2013, a souligné la nécessité d'une solide coopération mondiale, en particulier pour les pays vulnérables aux conséquences néfastes des changements climatiques, y compris le financement et le transfert de technologies appropriées, le soutien des capacités des pays développés aux pays en développement en vertu de la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques.
56. La Vision de l'Eau de l'OCI: La Vision de l'eau de l'OCI a été adoptée par la Conférence des ministres chargés de l'eau tenue à Istanbul en mars 2012. La Vision OCI donne un bref aperçu des milieux aquatiques divers à travers les pays de l'OCI et les différentes dimensions des défis liés à l'eau auxquels ils font face. La Vision reconnaît le rôle essentiel de l'OCI dans la promotion de la coopération entre les Etats membres sur les questions liées à l'eau et sa capacité à rassembler l'expertise de divers pays avec des caractéristiques uniques de l'eau.

57. La Vision de l'Eau identifie non seulement les possibilités de l'action concertée, mais établit une feuille de route pour la promotion de la collaboration, y compris l'échange des meilleures pratiques, le renforcement des capacités et le partage des connaissances, entre les États membres dans tous les aspects de l'eau aussi. La Conférence des ministres chargés de l'eau a également adopté une série de recommandations pour la mise en œuvre de la Vision de l'Eau de l'OCI.
58. La première réunion des points focaux nationaux pour la Vision de l'eau de l'OCI a eu lieu à Istanbul, en Turquie les 3et5 juin 2015 pour envisager des mesures concrètes pour la mise en œuvre de la Vision de l'eau de l'OCI, en se concentrant sur l'échange et le partage des connaissances; les activités de collaboration dans la recherche, la politique et de soutien de gestion entre les centres de connaissances de l'OCI sur l'eau; le renforcement des capacités et l'amélioration, le développement de la sensibilisation; et l'organisation de forums et de conférences spécialisés. La réunion a décidé de compléter l'évaluation des capacités disponibles dans les États membres et l'identification des lacunes pour faciliter le processus d'appariement des capacités avec les besoins. La réunion a également convenu d'établir une base de données d'experts de l'eau dans la région de l'OCI, qui pourraient être appelés à fournir une formation sur place et tout autre appui technique aux États membres.
59. Les termes de référence pour un organisme mandaté pour suivre la mise en œuvre de la Vision de l'Eau de l'OCI ont été adoptées par la 3e session de la Conférence islamique des ministres chargés de l'eau (ICMW) tenue à Istanbul du 17 au 19 mai 2016.
60. Le Plan directeur des Technologies Vertes de IOCI : Le Secrétariat général de l'OCI coordonne étroitement avec COMSTECH pour la finalisation du Plan directeur des technologies vertes de l'OCI . L'étude de faisabilité pour le Plan directeur a été menée par l'Université de Technologie de Malaisie (UTM) avec le soutien généreux de la BID.
61. Les Programmes de renforcement de capacité: Dans le monde d'aujourd'hui les négociations multilatérales sont devenues de plus en plus spécialisées traitant des aspects techniques complexes de divers problèmes. Par exemple, les négociations sur le changement climatique exigent des diplomates de se familiariser avec le fond scientifique du phénomène du changement climatique. De même, les négociations de désarmement et de contrôle des armements multilatérales sont très dépendants des conseils.Les entrées scientifiques et technologiques pour les négociations multilatérales sont donc un élément essentiel des relations internationales des temps modernes Il est donc essentiel pour l'OCI de concentrer les efforts sur le renforcement de la capacité de ses diplomates afin de participer de façon significative dans les négociations internationales complexes grâce à la formation de base dans les aspects scientifiques des questions inscrites à l'ordre du jour international.
62. Dans le cadre de leurs activités et programmes de renforcement des capacités, les institutions de l'OCI devraient se concentrer sur la formation

et les cours de renforcement des capacités pour les fonctionnaires concernés des États membres sur les questions liées au développement et à la promotion des énergies renouvelables, le changement climatique et de l'environnement.

IV. Evaluation et Recommandations

63. La Vision 1441 H articule une vision pour le développement de STI dans les pays de l'OCI, a identifié les principaux domaines de l'action nationale et la collaboration intra-OCI et a énoncé certains objectifs. Alors que les États membres de l'OCI ont progressé à bien des égards, collectivement, ils n'ont pas pu atteindre les buts et objectifs fixés par TYPOA et Vision 1441H.
64. Les conditions préalables essentielles pour traduire toute vision en réalité comprennent la mobilisation de la volonté politique nécessaire, l'affectation des ressources financières requises, l'élaboration d'une feuille de route claire et des mécanismes d'exécution claires avec les responsabilités clairement définies des différentes parties prenantes. La mise en œuvre de la Vision 1441 H et leTYPOA aurait pu être améliorée en se concentrant davantage sur ces aspects cruciaux.
65. La responsabilité de l'élaboration des plans de mise en œuvre, la mobilisation des ressources et la promotion des partenariats appropriés pour faire avancer les objectifs de la Vision 1441 H reposait principalement avec institutions de l'OCI. Alors que les chefs de l'OCI, COMSTECH et la BID ont fait de leur mieux pour fournir le leadership nécessaire et un élan pour l'avancement des STI et de promouvoir la mise en œuvre de la Vision 1441 H et TYPOA une appropriation plus marquée par les États membres de ces initiatives aurait donné une impulsion significative à l'effort de la mise en œuvre.
66. L'absence de politiques et de stratégies STI bien définies, ainsi que l'insuffisance du cadre institutionnel des STI au niveau national est l'un des obstacles à la manière de définir des objectifs et identifier les possibilités de collaboration intra-OCI. Les documents sur la cartographie de la technologie et de la prospective peuvent servir des documents et des guides de référence importants pour la planification et la priorisation des projets de S & T et des stratégies STI à long terme.
67. Les institutions de l'OCI doivent adopter une approche calibrée à la promotion de la coopération intra-OCI sur la base des niveaux variables de l'avancement de STI des États membres (l'approche précédente a été d'inclure tout le monde ce qui rend les projets difficiles à aller de l'avant).
68. Du côté du financement, les ajustements nécessaires dans les procédures financières de la BID ont été nécessaires pour arriver au mandat et aux attentes découlant de la Vision 1441H et l'OCI 2025 : POA. De plus,, il est nécessaire de chercher d'autres sources du financement, telles que le capital-risque pour les projets STI puisque la BID, étant une banque de développement, est principalement axée sur le soutien de projets de développement publics.

69. Le manque de compréhension du véritable potentiel de S & T de la part des décideurs politiques et la bureaucratie est souvent l'un des facteurs qui contribue à entraver la mise en œuvre des engagements liés à STI .A cet égard, il est important de renforcer les programmes de formation et de renforcement des capacités des institutions de l'OCI dans le domaine des politiques et de la planification de STI.
70. Il est nécessaire au sein de l'OCI d' accorder une attention particulière à la participation du secteur privé dans des partenariats public-privé et le milieu universitaire et l'industrie R & D. Alors que les institutions de l'OCI ont mis l'accent sur la promotion de la collaboration entre les chercheurs et les communautés scientifiques, l'attention devrait également être accordée à la nécessité de renforcer les capacités et la sensibilisation du secteur privé quant à l'importance de leur patronage de R & D.
71. Il est extrêmement important de créer des conditions appropriées au niveau de l'OCI sur le plan des régimes juridiques et fiscaux favorables, de l'accès au marché et à la protection de l'investissement pour assurer la viabilité et le succès de tout projet commun impliquant diverses parties prenantes de plusieurs États membres.
72. Le but ultime de tous les plans de développement tourne autour de l'amélioration de la qualité de vie de notre peuple. Ils ont le droit d'attendre d'un accès juste et équitable aux besoins de base tels que l'eau, l'éducation, les soins de santé, de la nourriture et un abri. Les stratégies dans le domaine de la science et de la technologie, par conséquent, doivent être adressées à apporter des changements dans la vie quotidienne de notre peuple. Le COMSTECH devrait donc élargir le champ de ses activités à des défis dans les domaines sociaux et économiques, y compris les questions de gouvernance, de transparence, d'un accès équitable aux technologies utiles, les services publics et la gestion.
73. La coordination et la coopération entre les institutions de l'OCI doivent être institutionnalisés afin d'harmoniser et d'intégrer les activités et les programmes respectifs liés à la science et la technologie. Le COMSTECH a un rôle clé que jouent dans la délimitation claire des rôles et la répartition du travail entre les institutions de l'OCI travaillant dans le domaine de la STI afin d'éviter les doubles emplois et les chevauchements. Une interaction régulière entre les institutions sous l'égide du COMSTECH est nécessaire.
74. Il est à espérer que, les leçons apprises à ce jour guidera l'élaboration du plan de la mise en œuvre pour l'OCI 2025: le Programme d'action dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation dans lequel COMSTECH et d'autres institutions pertinentes de l'OCI devraient jouer un rôle majeur. Il est également souhaité que la 15^e Assemblée générale du COMSTECH fournisse des orientations politiques et stratégiques à cet égard.